

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 53 (2003)

Heft: 4

Buchbesprechung: Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860-1940
[Georges Bensoussan]

Autor: Ackermann, Bruno

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Staat wird Betreiber und Überwacher des Bildungswesens. Dank verbesserter Kommunikation und Mobilität findet Bildung in breiterem Rahmen statt, doch der Universitätsbesuch bleibt dem Adel und dem besitzenden Bürgertum vorbehalten. Auch im politischen und ideologischen Bereich herrschte Aufbruchstimmung. Neben dem bewahrenden Konservatismus erhalten Liberalismus und Radikalismus Auftrieb. Mit dem zunehmenden sozialen Elend etabliert sich auf kämpferische Art und Weise der Sozialismus. Diese Ideologien werden überlagert von Nationalismus und nationalen Bewegungen. Die Politik der Staaten ist geprägt von den Monarchen oder den entscheidenden Protagonisten wie etwa Metternich oder Talleyrand. Sie versuchen durch entsprechende Massnahmen, etwa im Wiener Kongress oder mit der heiligen Allianz, die Entwicklung der Ereignisse zu steuern. Die Revolutionen von 1830 zeigen aber, dass dies nur bedingt möglich war. Die Staaten in Europa waren bezüglich ihrer inneren Organisation sehr verschieden. Aus dem monarchischen Absolutismus, der auf dem feudalen Unterbau ruhte, entstanden nach der Revolution Monarchien mit Verfassungen. Das Bürgertum verlangte nach Mitbestimmung. Neben den reinen Verfassungsstaaten blieben auch Monarchien mit Verfassungen erhalten wie etwa die Niederlande oder deutsche Mittelstaaten. In Norwegen und Belgien waren Königtum und Parlament in einer Balance, während Frankreich vorwiegend vom Bürgertum geprägt war. Grossbritannien bildete das langjährige Beispiel des parlamentarischen Systems mit einer Klassenherrschaft. In Preussen war nach dem Untergang der alten Monarchie eine als Verwaltungsstaat bezeichnete Form etabliert worden. Das Kaiserreich Österreich war eher eine monarchische Verbindung von Staaten denn ein echter Staat. Abgerundet wird das Werk durch eine nach Kapiteln geordnete Bibliographie und einem Register.

Walter Troxler, Inwil

Georges Bensoussan: **Une histoire intellectuelle et politique du sionisme, 1860–1940.** Paris, Fayard, 2002, 1079 p.

Au devoir de mémoire dont Georges Bensoussan s'est acquitté avec droiture dans ses précédents essais, *Génocide pour mémoire* (1989), *Témoigner et transmettre* (1994), *Auschwitz en héritage? D'un bon usage de la mémoire* (1998), s'ajoute pour lui, aujourd'hui, un indispensable devoir d'histoire. Dans le flot d'ouvrages consacrés à l'histoire du peuple juif, et du sionisme en particulier, sujet d'études pour le moins controversé, récemment revisité et renouvelé par des approches critiques, Bensoussan se pose en lecteur scrupuleux des faits et des idées, sans cacher pour autant à l'endroit des contemporains cette «empathie nécessaire à la connaissance» et à l'histoire d'une nation imaginée. En une formule éclairante, Bensoussan, rédacteur en chef de la *Revue d'histoire de la Shoah – Le Monde juif*, dévoile d'emblée sa vision du sionisme: il est une idéologie de libération qui exprime une «volonté de transformer un destin subi en une destinée assumée», et qu'avant d'être une réaction à l'antisémitisme, le sionisme répond au «désenchantement du monde». Le décor est planté, la voie explorée, explicitée et tracée nettement, et l'on ne saurait reprocher à l'auteur tant de clarté et d'honnêteté, voire même un courage intellectuel certain en un moment où l'expérience historique du sionisme est entrée dans un engrenage douloureux, qu'elle est, pour tout dire, diabolisée.

L'auteur démontre avec brio de quelle manière le sionisme fut une invention culturelle et politique, le fruit d'une modernité qui figure l'identité séculière du judaïsme dans un monde lui aussi emporté dans un processus de sécularisation. L'étude de Bensoussan remonte le temps avec précision et rigueur, décrit les

conditions de la naissance du sionisme, son terreau nourricier, la *Haskala* de la fin du XVIII^e, puis l'état de déréliction dans lequel tomba la communauté juive dès les premiers pogroms en Russie, expose les débats foisonnants qui agitèrent les mouvements juifs jusqu'au tournant de la Seconde Guerre mondiale, et la conférence de Biltmore (1942) qui marque le dévoilement du but final du sionisme: son étude explore, à force de détails souvent effacés de la mémoire présente, la lente transformation de la «question juive» en une «question nationale», les nombreuses épreuves qui jalonnent les débats du sionisme, et qui opposent, au sein du mouvement, les moindres courants jusqu'à la scission. Dans cette préhistoire de l'Etat d'Israël, dont Paul Giniewski dans un ouvrage remarquable avait déjà tracé les moments forts, et au regard de cette «nation imaginée» au cours d'un siècle de débats ininterrompus, Bensoussan pose la question première, évidente et rebattue en apparence, mais d'une extraordinaire complexité: que fut réellement le sionisme?

Les progrès de la sécularisation ont dissolu l'identité communautaire et religieuse juive tout en l'incarnant dans la modernité, et ont pour corollaire un mouvement croissant de politisation et l'apparition d'un nationalisme juif, lui-même favorisé par la conscience du péril. Le projet d'une restauration nationale juive en Palestine et d'une émigration massive vers Eretz Israël que la misère des masses en Russie favorise, prend forme dès le milieu du XIX^e, et s'affirme comme l'une des seules issues pour sauver l'existence juive menacée en Europe. Le proto-sionisme des années 1840–1880, d'inspiration messianique, s'inscrit dans le même temps dans le mouvement nationalitaire européen. Mais ce messianisme, qui n'émergea que lentement, ne revendique qu'un Etat-abri pour les seuls Juifs persécutés, et non la création un Etat national sur le territoire de Palestine. L'élément déclenchant, mais non fondateur, du sionisme organisé sont les pogroms de 1881–1884. Ces événements sanglants, autant que l'émigration de masse, la dégradation du sort des Juifs, la naissance de l'antisémitisme populaire ou d'Etat, colporté par le mythe d'un «complot juif» pour la domination du monde, ont pour conséquence la fin de l'illusion de l'émancipation, et favorisent dès lors la naissance du sionisme.

Les années 1905–1906 marquent un grand tournant, et voient dans le monde juif l'affrontement de deux courants. D'un côté le Bund, qui exprime sa foi révolutionnaire et qui, malgré les pogroms, considère les sionistes comme des utopistes, de l'autre, le mouvement sioniste, persuadé d'un destin national hors de Russie. En clair, la révolution ou l'exode. La misère croissante et la souffrance morale due à l'antisémitisme constituent désormais la toile de fond de la naissance et de la structuration du mouvement sioniste. «Etrangers partout sur la terre», la fuite (l'émigration), volontaire et idéologique (vers la Palestine) d'une part, individuelle et apolitique (vers les Etats-Unis) d'autre part, demeurent deux réponses à la «question juive». L'échec de l'assimilation au sein des nations occidentales, en France comme en Allemagne où l'existence de la communauté juive est menacée, rend les discours sionistes plus crédibles, et l'émigration vers une autre destination qu'Eretz Israël devient alors illusoire.

Le sionisme apparaît dès lors comme une volonté de dépasser et de vaincre l'autodépréciation dans laquelle certains Juifs eux-mêmes se complaisent. Bensoussan l'affirme en une formule juste: «La litanie de déréliction juive constitue l'une des sources du discours sioniste», au même titre que l'antisémitisme ambiant. Mais la question des origines, de la genèse du sionisme politique est bien plus complexe. Bensoussan décrit avec précision les dissensions qui dès les années 1880 opposent le sionisme herzien et le mouvement Hibbat Zion, et la part indéniable que

ce dernier prit dans la genèse du nationalisme juif. Hibbat Zion opère en effet au sein de la communauté juive une révolution intellectuelle et morale cruciale, puisqu'elle appelle les Juifs à prendre en main leur propre destin, élan qui constituera le terreau politique du sionisme inspiré par Herzl. La période qui entoure le Congrès de Bâle de 1897 est elle aussi tourmentée, les thèses de Herzl sont accueillies avec réserve, voire combattues, tant son ignorance de la culture juive ressort de ses écrits. Il reste que son *Judenstaat* marque un tournant politique majeur. La genèse du nationalisme juif s'inscrit dans le lien charnel, non seulement territorial, physique, mais également spirituel et personnel que les Juifs ont noué avec la terre d'Israël, qui devient le pivot de leur identité. Malgré l'ambivalence d'un autre lien, entre sionisme et messianisme, la relation entre sionisme et territorialisme semble plus claire: «La terre d'Israël semble avoir joué le rôle initial de force mobilisatrice du sionisme», écrit Bensoussan.

Dès lors surgit la question du «droit historique» sur Eretz Israël qui n'apparaît dans les discours sionistes qu'au moment de la revendication arabe sur la Palestine, auquel s'ajoute un «souci de justice», de partage des terres entre deux peuples. Ce «droit historique» de l'argumentaire sioniste basculera vers la légitimation par la mise en valeur de la terre. Question cruciale sur laquelle les interprétations divergent. La formation du Yishouv, les deux premières alyot qui sonnent le réveil national en Eretz Israël, suscitent nombre de disputes au sein même des milieux sionistes. Dans cette Palestine pauvre, miséreuse, la question de l'achat légal des terres aux grandes familles palestiniennes empoisonne les relations entre les deux communautés et met en lumière un conflit de coutumes davantage qu'un conflit de droits. La «colonisation» juive – le terme apparaît à propos du sionisme en 1913 – est perçue par les Palestiniens comme une humiliation suprême et marque l'éveil du nationalisme arabe. Du côté des milieux sionistes, la «question arabe» déclenche des perceptions et des réactions discordantes, oscillant entre nécessité de conciliation et séparation des deux communautés. La question émergente de l'identité nationale juive ou d'un judaïsme sécularisé qui se substituerait ainsi à l'identité religieuse, est dès lors posée. En clair, la religion, la Torah sont-elles ou non constitutives de l'identité nationale juive? Derrière l'hostilité du monde rabbinique au sionisme séculier, lequel constitue selon les Juifs orthodoxes une menace contre l'essence et l'existence même du judaïsme, se profilent des querelles non seulement idéologiques, mais aussi intellectuelles, sociales, théologiques et culturelles, longues et souvent insurmontables.

Dès 1898, le conflit entre la nature séculière du réveil national et une identité juive résumée à la foi apparaît au grand jour: le sionisme s'oppose à l'orthodoxie religieuse, autrement dit, le nationalisme au judaïsme. Le refus du sionisme par le monde orthodoxe, et par le monde hassidique rétif plus que tout autre courant à la modernité, se fonde sur la fin de l'Exil, condition essentielle du Juif, puisque l'Exil a été décrété par Dieu. Or les sionistes précipitent cette libération, et donc se rebellent contre Dieu en émigrant en masse vers Eretz Israël. Pour l'orthodoxie, le sionisme, qui de fait érode le pouvoir des religieux, donnerait une interprétation matérialiste et territoriale du judaïsme en le rabaissant aux dimensions étroites et banales d'un nationalisme. Sans la Torah, l'identité juive est menacée de mort. Pour les sionistes, ce n'est pas tant le «problème du judaïsme» qu'il s'agit de résoudre, mais le «problème des Juifs», entraînés dans un processus de sécularisation, et avec eux la société juive européenne toute entière.

Le premier quart du XX^e siècle voit la victoire du sionisme séculier sur le sio-

nisme religieux, malgré la concurrence du *Bund*, principal mouvement ouvrier juif aux tendances antisionistes et anticléricales affichées. En Eretz Israël, un compromis est trouvé entre le «vieux Yishouv», constitué de pionniers observants, et le «nouveau Yishouv» davantage tourné vers la laïcité. La question de l'appartenance à une «nation juive» fut pourtant largement débattue. Les Juifs sont-ils une nation, quel avenir pour ce peuple éparpillé entre tous qui n'a que «la mémoire d'un territoire» et parle plusieurs langues? La conception qui l'emporte, et nourrit le sionisme à ses débuts est que les Juifs forment une ethnie cohérente, que sa spécificité religieuse renforce. Et même s'il manque à ce peuple les attributs externes de la nation, notamment un territoire, ce territoire est spirituel: les Juifs sont une «nation spirituelle», affirme Simon Doubnov dans ses *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau* (1897–1907), même en Europe. Cette position illustre l'une des nombreuses formes du nationalisme juif. L'opposition juive au nationalisme juif surgit principalement du monde des notables et des élites, tant en Allemagne qu'aux Etats-Unis, car, à leurs yeux, les Juifs sont citoyens des pays où ils résident, arguments renforcés par l'inquiétude de voir se déclencher l'antisémitisme, et la crainte d'être accusé de déloyauté envers la nation dont le Juif est citoyen.

Le sionisme est enfant de la *Haskala* des années 1830–1840, et il faudra près d'un siècle pour que le projet sioniste parvienne à rallier la majorité du peuple juif. Dans ce mouvement identitaire, la presse et la littérature, autant que le renouveau de l'hébreu, élément inséparable de l'identité nationale, ou la science, devinrent les principaux vecteurs du nationalisme juif en terre d'Israël, d'un enracinement terrestre. Le sionisme s'inscrit dans la nécessité et la volonté de bâtir une culture et une identité juive sécularisée, laïcisée. De manière indiscutable, le renouveau culturel qui s'est opéré au sein du judaïsme a réveillé la conscience nationale du peuple juif, une renaissance que le choc des pogroms et la montée de l'antisémitisme ont du même coup fortifiée. Dès les années 30, la Palestine devient un lieu de refuge. Et Bensoussan pourtant de relire avec intelligence cette période charnière dans le destin du peuple juif: le sionisme, écrit-il, «n'est pas *d'abord* la recherche d'un 'refuge', c'est essentiellement, sinon même exclusivement, une entreprise de *restauration* nationale organisée autour du judaïsme séculier». Le but du sionisme, ajoute-il, «ne fut jamais humanitaire, mais *national*». Cependant, une question taraudera toujours les esprits: le sionisme fut-il une réaction d'urgence à la détresse des Juifs d'Europe ou une réponse à la détresse du judaïsme?

Une autre question cruciale est largement abordée dans le monumental ouvrage de Bensoussan: la querelle des langues. D'aucuns pensèrent que l'hébreu était le symbole de la «nation juive», le lieu de l'histoire juive. Loin de faire l'unanimité au sein du mouvement sioniste, le passage de l'hébreu écrit et liturgique à l'hébreu oral contribua pourtant au réveil de l'identité nationale juive. L'hébreu s'érigea en langue nationale par nécessité, véhiculant du même coup la notion du «nouvel homme juif» et rompant avec le yiddish majoritairement parlé jusqu'ici au sein de la communauté juive mondiale, langue de l'enfance, de l'exil et du malheur. Il existe un lien fort entre le renouveau de la langue hébraïque et l'émergence de la nation. Ce «*Oui* à l'hébreu n'est pas un retour au passé», souligne l'auteur, c'est «un travail sur le passé pour en faire une histoire *autre*, en devenir».

La construction de toute nation ne réside pas seulement dans les intentions et les discours sionistes. Et l'histoire intellectuelle telle que la construit Bensoussan prend dès lors appui de manière très minutieuse sur le terrain des faits, des réalités concrètes, économiques, sociales, migratoires. Au sortir de la Première Guerre

mondiale, le sionisme se retrouve pour la première fois en position de force sur la scène internationale, le combat pour l'indépendance nationale redouble, la situation lui est favorable, mais demeure fragile: le renforcement du nationalisme juif cristallise en effet le nationalisme arabe palestinien. Et l'auteur de décrire le cheminement du *Yishouv* en Eretz Israël du début du siècle jusqu'à l'aube des années 1940, les bouleversements qui s'y opèrent du fait d'une immigration aussi soudaine que nombreuse, la formation dès les années 20 du *Histadrout* qui fait des intérêts nationaux une priorité absolue et qui devient rapidement le véritable exécutif du *Yishouv*, puis du parti *Mapaï* en 1930 dirigé par David Ben Gourion, l'apparition des doutes, la dureté des réalités économiques et financières, les conflits politiques internes. Les débats sont nombreux, entre socialisme et judéité, entre intérêt privé et intérêt national; les politiques et les courants d'idées – le sionisme politique (occidental et notabilisé) et le sionisme pratique (les pionniers de la Palestine juive) – s'affrontent sur la manière d'enraciner le peuple juif sur sa terre. Le *Kibboutz*, constitue à cet égard l'élément capital de la construction nationale. Et Ben Gourion de lancer le slogan mobilisateur «De la classe à la nation», qui officialisera cette évolution du sionisme ouvrier.

Bensoussan retrace ensuite une question longtemps cachée ou tue, voire ignorée, celle du conflit national judéo-arabe, question d'importance tant elle participe fondamentalement de l'histoire intellectuelle du sionisme. De la sous-estimation et du refus d'accepter la réalité du problème arabe, ou encore de la volonté d'affirmer la primauté de la question sioniste sur toutes les autres (la position de Ben Gourion), il reste que les discours sionistes se radicalisèrent dès les années 30. Le déni de légitimité exacerbé opposé aux aspirations du peuple juif menait à l'affrontement inévitable – les émeutes de 1936 constituent à cet égard un tournant – et conduira avant l'heure à la «victoire» des aspirations sionistes. L'idée d'une partition du territoire, qui suscita au sein de la Palestine juive un débat extrêmement violent, devint la seule issue réaliste et acceptable pour les sionistes après l'adoption en 1942 par l'exécutif sioniste du programme de Biltmore.

L'héritage européen du sionisme donne lieu à de larges développements: des sympathies des origines russes à l'Emancipation, le sionisme se nourrit de culture européenne. D'après discussions surgissent, et notamment celles relatives à la sécularisation du judaïsme, au maintien de la foi juive dans la quête d'une identité nationale et à la construction d'un Etat juif et démocratique, que d'aucuns souhaitent voir devenir une nation modèle «au service de l'humanité» entière. Différents courants sionistes s'affrontent sur cette question et sans doute la difficulté majeure fut-elle de concilier ces désaccords pour donner corps à la nation juive. La naissance et le développement d'un sionisme ouvrier, ajouté au volontarisme sioniste et à l'effort de rédemption morale, au rôle essentiel des mouvements de jeunesse, constitueront le socle fondateur de l'Etat d'Israël. Le projet sioniste s'inscrit également dans la création d'un homme nouveau, d'un «Juif nouveau» animé par la foi et le sens du sacrifice individuel, dans un enracinement biblique, géographique, historique autant que dans une mythification de certains faits du passé (Massada) ou dans l'invention d'un patriotisme, d'une culture juive non plus seulement religieuse mais séculière et nationale.

Dans la dernière partie de son livre, Bensoussan retrace la difficile question de l'autodéfense, du recours (nécessaire?) à la violence que le monde juif traditionnel et diasporique pourtant condamnait. D'abord enclins à une «politique de retenue», certains courants du sionisme optèrent, dès la révolte arabe de 1936 et la dé-

réliction juive en Europe, pour une «défense active», choix que renforcent le pessimisme et l'urgence historique devant les catastrophes prévisibles. Dans sa conclusion, Bensoussan tire au moins deux leçons: à savoir que le sionisme, qui s'enracine davantage dans les Lumières européennes et séculières que dans le judaïsme traditionnel, est annonciateur autant de libération du peuple juif que de son malheur. Et que, «ni le sionisme ni l'Etat d'Israël ne sont le 'cadeau' de l'Occident fait aux Juifs après la catastrophe perpétrée sur le sol de l'Europe» mais que cette «aventure politique et intellectuelle ne tire sa légitimité que d'elle-même».

L'immense intérêt que revêt l'ouvrage de Bensoussan, une œuvre d'une richesse documentaire considérable et désormais incontournable pour qui veut comprendre les méandres d'une aventure politique et intellectuelle qui bouleversa l'histoire humaine, et la troublera longtemps encore, est d'avoir convoqué dans ce parcours les plus grands esprits juifs (écrivains, rabbins, politiques tous courants confondus), de leur donner la parole sur les questions les plus difficiles, de démêler les débats idéologiques qui prirent racine dans cette patiente et souvent tumultueuse quête identitaire et nationale, et de les rendre explicites et visibles dans leur infinie complexité. Une lecture érudite de l'histoire, où le moindre détail prend sens, qui prend le pari non point de l'interprétation partisane à tout prix, mais le pari de la restitution la plus minutieuse et la plus fidèle des nombreuses voix qui ont permis, au-delà de toutes les contradictions et de la virulence des débats au sein de la communauté juive elle-même, le passage d'un destin rêvé, celui d'un peuple persécuté entre tous, à un Etat enraciné dans l'histoire et la modernité.

Bruno Ackermann, St-Légier

Walther L. Bernecker: **Europa zwischen den Weltkriegen 1914–1945**. Handbuch der Geschichte Europas Band 9. Stuttgart, Ulmer, 2002. 570 S. Karten.

Als dritter Band des von Peter Blickle herausgegebenen Handbuchs der Geschichte Europas ist nun der Band zur ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts erschienen. Diese Reihe ist als Lehrbuch für Gymnasien oder Hochschulen sowie für historisch Interessierte konzipiert und hat den immer gleichen Aufbau: 1. Charakter der Epoche; 2. Geschichte der europäischen Länder; 3. Europäische Gemeinsamkeiten, gegliedert nach Verfassung und Recht, Politik und internationale Beziehungen, Gesellschaft und Wirtschaft, Kultur und Religion; 4. Forschungsstand; 5. Bibliographie.

In der Charakterisierung der Epoche wird die Problematik des Versailler Friedens, der Wirtschaftskrise und der aufkommenden totalitären Systeme umschrieben. Im Abschnitt über die Entwicklung der Länder wird diesen Fragen detaillierter nachgegangen. Einerseits wird gezeigt, wie die Wirtschaftskrise sich unterschiedlich stark ausgewirkt hat, und andererseits wird erforscht, wie sich die totalitären Systeme etablieren konnten. Als Zwischenkapitel werden die grossen Entwicklungen des Zweiten Weltkrieges in den Abschnitten: militärischer Verlauf, Okkupation, Kollaboration, Widerstand, Holocaust und Nachkriegspläne zur Neuordnung Europas dargestellt. Im Kapitel über die europäischen Gemeinsamkeiten werden entsprechend den Vorgaben die strukturellen Gemeinsamkeiten, Unterschiede und Probleme dargestellt. Unweigerlich werden Themen erneut aufgegriffen, die bereits in der Geschichte der einzelnen Länder behandelt worden waren.

Das gut 70 Seiten umfassende Kapitel zum Forschungsstand beinhaltet die erreichten Resultate, aktuelle Kontroversen sowie die Perspektiven. Dank der De-